

PREFACE

Le deuxième rapport sur la cohésion économique et sociale de l'Union européenne rassemble une grande quantité d'informations, fruit d'un important travail de constat et de prospective mené par les services de la Commission européenne et auquel mes collègues Anna Diamantopoulou et Franz Fischler ont activement participé.

Le premier rapport sur la cohésion, présenté en 1996 par la Commission, jetait les bases d'une réforme que la politique régionale de l'Union a par la suite formalisée dans "Agenda 2000" et qui est entrée en vigueur en 2000.

L'enjeu de ce deuxième rapport est essentiel. Il constitue en effet la toute première analyse de ce que sera la situation des Etats membres et des régions de l'Union européenne au regard de la cohésion économique et sociale, dans une Europe élargie.

Il est aussi un socle solide pour discuter de ce que sera la politique régionale dans cette Europe élargie. Car la politique régionale n'a pas vocation à disparaître avec l'élargissement : tout au contraire, avec l'accroissement des disparités, elle trouvera une légitimité supplémentaire à agir dans les Etats membres actuels comme dans les Etats membres futurs, avec les mêmes principes et les mêmes ambitions.

A ce stade, le rapport ne tire naturellement aucune conclusion sur le profil de la politique de cohésion après 2006. En revanche, il ouvre une discussion, qu'il nourrit de propositions et d'options précises et détaillées.


Il décrit également les priorités de la Commission européenne pour aborder ce grand débat de la solidarité et de la cohésion dans l'Europe élargie. En l'engageant, nous avons trois exigences.

D'abord, que la politique de cohésion reste une politique crédible, avec des moyens correspondant à l'ampleur sans précédent des défis à relever.

Ensuite, qu'elle devienne une politique plus lisible, permettant aux citoyens de la grande Europe de comprendre les enjeux de la cohésion et de faire valoir leurs attentes, directement ou indirectement.

Enfin, que cette politique agisse, plus que par le passé, en fonction d'une vision claire des territoires, de leur diversité et de leurs besoins spécifiques.

Rassembler 500 millions de citoyens dans une Europe unie – et non pas une Europe uniforme – représente une formidable opportunité. Encore faut-il que l'Europe se dote d'une politique capable de maintenir la cohésion d'un tel ensemble, en apportant une valeur ajoutée réelle à la résolution des problèmes les plus graves. Pour cela, la politique de cohésion devra acquérir non seulement une dimension nouvelle mais un sens nouveau. Je souhaite que ce rapport fournisse une contribution utile et objective pour ouvrir le débat.



Michel BARNIER